

Après leur nouvelle défaite électorale du 13 juin, Chirac, son gouvernement poursuivent l'offensive contre la jeunesse et l'ensemble des travailleurs.

À BAS LE « DIALOGUE SOCIAL » !

À BAS LA « CONCERTATION » !

Front unique contre Chirac et son gouvernement pour les combattre, les vaincre et les chasser !

Alors que Chirac et son gouvernement ont subi une lourde défaite lors des élections régionales et cantonales, les 21 et 28 mars 2004, alors qu'ils ont subi une nouvelle défaite à l'occasion des élections européennes du 13 juin, ils n'en poursuivent pas moins leur offensive contre les travailleurs et la jeunesse : attaque majeure contre l'assurance maladie, remise en cause du statut d'EDF-GDF et de celui des agents, réduction du nombre de postes dans la fonction publique, projet de loi visant à détruire le statut des chercheurs et celui des enseignants chercheurs de l'Université, poursuite de la liquidation du corps des surveillants (MI-SE), annonce d'une nouvelle loi développant les contrats précaires pour les jeunes... Mettre un terme à cette offensive implique de comprendre ce qui donne au gouvernement, bien qu'affaibli par deux défaites électorales, les ressources politiques nécessaires à la poursuite de son offensive

**L'exigence réaffirmée : Assez de cette politique !
Assez de Chirac, de sa majorité UMP-UDF, de son gouvernement !**

Le 28 mars dernier, ce fut une défaite en règle que subirent les candidats de Chirac : minoritaires en voix (37% au second tour) et en sièges, l'UMP et l'UDF perdaient le contrôle de la quasi-totalité des régions. En conséquence du vote massif des travailleurs et de la jeunesse pour les listes conduites par le Parti socialiste (et parfois le Parti communiste français) – et en dépit de la présence de candidats bourgeois sur ces listes- il y eut une majorité d'élus PS et PCF dans nombre de régions, de même dans les Conseils généraux (départements). Le verdict était sans appel. Il signifie : Dehors Chirac et sa majorité UMP ! Dehors le gouvernement Chirac-Raffarin !

Dix semaines plus tard, aux élections européennes du 13 juin marquées par une très forte abstention, Chirac et l'UMP ont subi une nouvelle et sévère défaite : 16,6% des suffrages exprimés soit moins de 7% des inscrits ! ce nouvel échec est particulièrement cinglant pour Chirac qui avait, au lendemain du 28 mars, constitué un « nouveau » gouvernement avec le même Premier ministre et qui avait défini, le 1^{er} avril la politique à suivre par ce gouvernement.

La défaite de l'UMP est particulièrement nette face au Parti socialiste qui obtient 28,9% des suffrages, son meilleur résultat depuis longtemps (ceci ne représente que 12,3% des inscrits ; en voix, ce score est supérieur à celui de 1999). Cette défaite est complétée par l'échec que constitue la remontée relative de l'UDF (12% des votants et 5% des inscrits) alors que l'UMP avait été constituée en 2002 par Chirac pour faire disparaître l'UDF. (Quant au Front national, avec le MNR, ils régresse nettement par rapport à mars 2004).

Pourtant, dès le lendemain des élections européennes, Chirac fat savoir qu'il entend poursuivre sa politique : « *le gouvernement doit continuer et continuera sa tâche* ».

PS et PCF volent au secours de Chirac.

Dès le 28 mars au soir, les dirigeants du PS et du PCF avaient volé au secours de Chirac. Loin d'exiger son départ, ils avaient demandé un « *changement d'orientation profonde* » : comme si Chirac pouvait faire une autre politique ! Ainsi rassuré, recomposant son gouvernement avec le même Raffarin, Chirac avait pu reprendre l'offensive.

Certes, il avait dû opérer quelques reculs, tel le rétablissement de tous les postes statutaires de chercheurs supprimés. Mais il avait aussitôt, en s'appuyant sur le « dialogue social », les États généraux auxquels participent les dirigeants syndicaux et les animateurs de Sauvons la recherche, réaffirmé son projet d'une loi visant à disloquer le statut des chercheurs et celui des enseignants-chercheurs de l'Université.

C'est sur ce même dialogue social qu'il s'est appuyé en avril-mai et jusqu'au 13 juin pour avancer dans son projet le plus important : le projet de loi sur l'assurance maladie. Chirac ayant revendiqué le 1^{er} avril

« *une culture du dialogue* », les dirigeants syndicaux se sont empressés de satisfaire cette demande. Sur ce plan, Marie-George Buffet, dirigeante du Parti communiste français, avait donné la « ligne » dès le 28 mars: elle avait, ce soir là, appelé « *le Président de la République et le Premier ministre* » à ouvrir de « *véritables négociations sur l'assurance maladie* ». Celles-ci vont aussitôt s'engager, ou plutôt reprendre.

Le « dialogue social » contre l'assurance maladie.

La base préalable d'un accord visant à remettre en cause les fondements de l'assurance maladie a été établie par le Haut conseil sur l'assurance maladie auquel ont participé les dirigeants de toutes les confédérations syndicales ainsi qu'un représentant du Parti socialiste. Ce Haut conseil a rendu, le 23 janvier, un rapport accepté par tous les participants à ce conseil (CGT, FO et Parti socialiste inclus). C'est sur cette base que Marie-George Buffet demande « la concertation ». Celle-ci reprend aussitôt. Pour l'essentiel, les travailleurs sont tenus dans l'ignorance du projet. On focalise leur attention sur des points qui ne sont pas les plus importants (ainsi, une franchise d'un euro par consultation médicale), mais les dirigeants syndicaux camouflent l'essentiel sur la base duquel ils négocient tous : une « nouvelle gouvernance » à laquelle ils sont associés. Une Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM) à laquelle seront associés les organisations syndicales sera chargée d'organiser la limitation des dépenses (dossier médical, contrôle strict des arrêts maladie, amendes, etc...) afin de respecter les objectifs de dépenses définis par l'État (ce dernier a d'ores et déjà annoncé la réduction drastique des dépenses). Le financement doit de plus en plus faire appel à l'impôt (CSG) et aux taxes tandis que se poursuivent les exonérations des cotisations patronales (or, ces cotisations sont une partie, différée, du salaire dû aux travailleurs).

Dans ces conditions, toutes les possibilités réelles de mobilisation sont sabotées. Des semaines durant, les dirigeants syndicaux ont « négocié », participé au ministère à l'élaboration de la « réforme » alors que leur responsabilité était d'exiger : retrait de la « réforme » de l'assurance maladie ! Aucune « réforme » ! Ceci impliquait donc de se prononcer pour la défense du salaire différé, la suppression des exonérations et le remboursement immédiat des cotisations « exonérées », le paiement des dettes des patrons et de l'État. L'assurance maladie, qui à l'origine était financée par les seules cotisations (fraction du salaire) doit être gérée par les seules organisations ouvrières.

Dans ce dispositif de collaboration, les dirigeants de la CGT et de FO se sont partagé le travail.

Ainsi, Philippe Douste-Blazy a-t-il pu présenter son projet au conseil des ministres du 13 juin.

EDF-GDF : les dirigeants syndicaux se dressent contre la grève générale.

Sarkozy et le gouvernement veulent par une loi, transformer EDF et GDF en une entreprise de droit privé, première étape vers la privatisation et la liquidation du statut des agents. Le 8 avril, et le 27 mai une fois encore, les agents d'EDF-GDF se sont mobilisés, manifestant à 80 000 pour exiger le retrait du projet. Par de nombreux appels, ils se sont prononcés pour la « grève jusqu'au retrait du projet ».

Ce que traduisait cette mobilisation, ces appels était clair : la nécessité et l'exigence que les dirigeants syndicaux appellent, dans l'unité, à la grève générale.

C'est contre cette exigence que se sont dressés les dirigeants de la CGT et de FO (sans parler de la très patronale CFDT) ; « *il n'est aucunement dans nos intentions de plonger la France dans le noir* » n'a cessé de répéter Le Duigou, dirigeant confédéral de la CGT.

Les dirigeants de SUD, de leur côté ont dévoyé et impuissanté cette aspiration à la grève générale en prônant la grève locale « reconductible », disloquée, entravant ainsi tout combat pour l'unité. Ce sont ces mêmes méthodes qui ont conduit à la dislocation de la mobilisation en mai-juin 2003.

Dans le même temps, les dirigeants syndicaux ont accepté de rédiger avec le gouvernement un contrat de service public pour la nouvelle entreprise de droit privé EDF ; depuis des mois ils participent avec la direction à des négociations touchant le statut des agents.

C'est ainsi que, dès le lendemain des élections européennes, le gouvernement a pu présenter à l'Assemblée son projet de loi détruisant le statut d'EDF et de GDF.

Élections européennes du 13 juin : quelques enseignements.

C'est parce qu'ils protègent Chirac et son gouvernement que les dirigeants syndicaux aident à faire passer ces projets gouvernementaux. Plus fondamentalement : c'est parce qu'ils défendent la bourgeoisie française en difficulté, parce qu'ils défendent le capitalisme en crise.

Cette politique particulièrement manifeste entre le 28 mars et la 13 juin- a pesé sur ces élections marquées par une exceptionnelle abstention. Certes, l'abstention, une fois encore, a été très forte aux élections dans la quasi-totalité des États de l'Union européenne. La raison en est que les travailleurs et la jeunesse perçoivent bien que ce n'est pas au niveau de l'Union européenne, de son pseudo-parlement, que se pose la question du pouvoir. Et, de fait, l'Union européenne demeure une alliance, plus ou moins conflictuelle selon les moments, entre États nationaux, entre capitalistes rivaux. Une « autre » Europe, ne pourra être qu'une Europe unie des États socialistes, ce qui implique d'en finir, au niveau de chaque pays avec son propre gouvernement bourgeois, son propre État bourgeois.

À cette raison générale se sont ajoutés, selon les pays, des raisons « nationales » : l'expression d'une recherche pour répondre à la question du pouvoir. Ainsi, au Royaume Uni, la sévère défaite du Labour Party, sans pour autant que le parti conservateur en tire profit peut se traduire ainsi : les travailleurs anglais veulent en finir avec Blair et son gouvernement ; ce qui impliquerait que le Labour chasse Blair et installe un autre gouvernement qui réponde à leurs revendications.

En France, nombre de travailleurs et de jeunes qui avaient voté en mars 2004 se sont abstenus, considérant qu'ils avaient déjà formulé leur exigence : pour en finir avec Chirac et son gouvernement, pour un gouvernement de leurs propres organisations. En s'abstenant, travailleurs et jeunes ont indiqué leur rejet de la politique de soutien à Chirac et à son gouvernement.

Mais la plus grande part de ceux qui avaient voté en mars ont, une fois encore, voté le 13 mars. Et la répartition de ces votes est très significative : le Parti socialiste remporte l'écrasante majorité des suffrages qui se sont portés sur les candidats des partis ouvriers : 28,9% pour le seul Parti socialiste tandis que le Parti communiste français se maintient juste à 5,2% et que les listes LO-LCR s'effondrent à 2,58%.

Pour la LCR, ces résultats qui accentuent ceux de mars, constituent une véritable gifle : on doit rappeler que Krivine expliquait, avant mars, que le Parti socialiste « a perdu définitivement son audience dans la classe ouvrière » ; or le Parti socialiste aujourd'hui est le premier parti –sur le plan électoral– parmi les ouvriers et les salariés. Nombre de jeunes et de travailleurs qui avaient auparavant voté LO ou LCR, ont rejeté une politique qui renvoie dos à dos Parti socialiste et UMP et qui –refusant d'ouvrir un

À l'inverse, la grande masse des travailleurs et des jeunes qui ont voté pour les candidats du Parti socialiste n'ont pas voté pour la politique du Parti socialiste mais parce qu'ils ont voulu manifester leur volonté d'un autre gouvernement –de même que ceux qui ont voté Parti communiste français. Ceci implique que le Parti socialiste et le Parti communiste français exigent le départ de Chirac et de Raffarin, qu'ils se déclarent prêts à constituer immédiatement leur propre gouvernement, un gouvernement des seuls Parti socialiste et Parti communiste français, sans ministre de partis bourgeois, sans cohabitation avec Chirac, qu'ils appellent à la mobilisation à cette fin.

C'est sur cette exigence que se sont aussitôt dressés les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste français.

Une fois encore, le PS et le PCF protègent Chirac.

Dès le soir du 13 juin, le Parti socialiste et le Parti communiste français ont à nouveau volé au secours de Chirac –faisant comme si Chirac n'avait pas subi une nouvelle et lourde défaite- : Marie-George Buffet, au nom du Parti communiste français, a demandé « solennellement » la démission de Raffarin (et non pas celle de Chirac) demandant ainsi à Chirac de former un nouveau gouvernement UMP (UDF). Quant à Hollande, il demande au « *Président de la République de prendre ses responsabilités* ». En procédant ainsi, le PS et le PCF confortent Chirac, l'encouragent à poursuivre et tentent de démobiliser les travailleurs et la jeunesse.

Offensive accentuée après le 13 juin.

Dès le 14 juin, le « dialogue social » se poursuit, tant à EDF-GDF que pour l'assurance maladie. Jean Claude Lenoir, rapporteur du projet de loi sur la réforme d'EDF et de GDF explique crûment le rôle de ce « dialogue social ». Le 14 juin, le journal patronal La Tribune l'interroge : « *La mobilisation des syndicats peut-elle contraindre le gouvernement à retirer purement et simplement son projet ?* ». Le député de la « majorité » répond :

« Les syndicats sont contre le projet, mais ils sont tous les jours dans le bureau de Nicolas Sarkozy pour négocier. Ils tiennent donc un double langage. Les syndicats sont réalistes et savent que le projet de loi sera voté ; le risque est qu'ils soient débordés par leur base ».

Afin d'éviter un tel débordement, les dirigeants syndicaux –tout en poursuivant le dialogue social – ont refusé d'appeler à la grève générale et multiplié les actions disloquées, dispersées

C'est ainsi que le 14 juin, l'Assemblée nationale a pu commencer à débattre de ce projet de loi.

Et c'est grâce à un intense « dialogue social » que le mercredi 16, le ministre Philippe Douste-Blazy a pu sans entrave soumettre son projet de « réforme » de l'assurance maladie au conseil des ministres. Voilà le secret de la « force » gouvernementale alors que CHIRAC a été politique défait et que l'UMP est en crise. C'est pour cette raison que la première exigence qui doit être formulée, c'est celle de la « rupture du dialogue social ». Cette exigence découle de la nécessité de combattre ce gouvernement et sa politique réactionnaire : aucune revendication ne peut être satisfaite sans commencer par rompre avec Chirac, son gouvernement, sans engager le combat pour les défaire et les chasser.

Pour une Organisation révolutionnaire de la jeunesse.

À cette étape, le mouvement spontané n'a pu surmonter la politique contre-révolutionnaire des dirigeants syndicaux, du Parti socialiste, du Parti communiste français. Grâce à eux, le gouvernement est en situation de remporter une nouvelle victoire. Mais, ce gouvernement est fragile. Il n'est fort que du soutien que lui apportent les dirigeants syndicaux, le Parti socialiste et le Parti communiste français. La crise du capitalisme contraint ce gouvernement, comme tout gouvernement bourgeois, à poursuivre son offensive. L'aspiration au combat des travailleurs et de la jeunesse demeure entière.

Nécessairement, -sans que l'on puisse en donner la date- le mouvement spontané resurgira. La spontanéité de la classe ouvrière, de la jeunesse jouera un rôle essentiel et indispensable pour surmonter les obstacles bureaucratiques des syndicats et des partis « ouvriers », disloquer leur politique participationniste.

Permettre aux jeunes et aux travailleurs de s'organiser pour préparer de nouveaux combats, préparer et nourrir politiquement ce mouvement spontané, expliquer, formuler des axes de combats, dégager une issue gouvernementale transitoire, tel est le rôle de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse que les cercles Révoltes entendent contribuer à construire. La perspective dans laquelle cette Organisation révolutionnaire de la jeunesse inscrira chacun de ses combats ne peut être celle de « l'aménagement » du capitalisme, mais celle de la mobilisation des masses pour en finir avec le capitalisme par l'expropriation du capital.

23 juin 2004